

MOTION

Les délégués régionaux de l'Association Liberté Information Santé (ALIS) réunis en congrès annuel le 1^{er} juillet 2006 à Donges (Loire Atlantique) attirent l'attention des pouvoirs publics sur la **vaccination contre l'hépatite B** qui a déjà fait l'objet de très nombreuses questions écrites parues au Journal Officiel.

Le vaccin contre l'hépatite B, que ce soit Engerix B ou Genhevac, premier vaccin recombinant obtenu par génie génétique, autrement dit un **OGM**, a été responsable d'un grand nombre de pathologies dès son utilisation dans les années 90 et tout particulièrement pendant les campagnes massives de vaccination de 1994-95. Il est à l'origine d'une maladie post-vaccinale, la **myofasciite à macrophages**, spécifique aux vaccins aluminiques. Cette maladie, comme toutes les autres consécutives à ce vaccin, telle la SEP, la polyarthrite rhumatoïde, la SLA, le lupus, le syndrome de Guillain Barré, la fibromyalgie, etc... détruit à petit feu la vie des victimes et ce, à tout âge et dans tous les pays. Lors de la **réunion de consensus du 9 novembre 2004**, organisée par l'AFSSAPS, l'INSERM et l'ANAES à Paris, les Pr TARDIEU, PONSOT, IMBS ont clairement annoncé une augmentation très significative des pathologies démyélinisantes chez les moins de 15 ans y compris chez les très jeunes enfants suite à ce vaccin.

Des dizaines de victimes sont allées devant les tribunaux pour obtenir réparation, des centaines de victimes souffrent en silence faute de pouvoir se faire entendre, des milliers de victimes sont dans l'ombre ignorant les causes de leurs maux. Aucun recensement des dégâts vaccinaux n'a été fait dans la population. Les laboratoires ainsi que les autorités médicales se moquent des plaintes exprimées par les victimes et continuent à innocenter le vaccin en s'appuyant notamment sur deux études largement insuffisantes [1]. Quant aux responsables politiques, hormis Bernard KOUCHNER qui prit la sage décision d'arrêter les campagnes de vaccination dans les collèges, ils n'ont pas pris la mesure du drame qui se joue et ils acquiescent, sans savoir, aux stratégies marchandes des fabricants et aux diktats de l'OMS.

Les très nombreuses incertitudes sur l'efficacité, la durée de l'immunité et l'innocuité de ce vaccin, déjà patentes pendant les phases d'expérimentation, en font un produit éminemment hasardeux qui ne peut en aucun cas faire l'objet d'une obligation légale.

C'est pourquoi nous demandons :

- qu'en application de la loi du 4 mars 2002 [2], la France s'aligne sur ses voisins européens en rendant la vaccination hépatite B facultative pour toutes les personnes assujetties (personnel médical et paramédical, sapeurs pompiers, militaires, candidats à certains concours).
- que le vaccin contre l'hépatite B ne soit plus pratiqué chez les nourrissons, étant donné les risques de la vaccination et son inopportunité à cet âge.
- que toutes les victimes du vaccin hépatite B soient prises en considération et indemnisées et que des études indépendantes soient menées afin de détenir une base de données sérieuses et réellement objectives sur les dommages engendrés par ce vaccin.

Nous espérons que les pouvoirs publics voudront bien prendre des mesures pour satisfaire à nos propositions et qu'ils auront le courage de mettre un terme à des abus vaccinaux qui portent atteinte à l'intégrité physique des personnes, en soutenant une proposition de loi en faveur d'une **clause de conscience**.

1 – Ascheiro A. et coll., N.Engl. J. Med., 2001, 344 : 327-332

Confavreux C. et coll., N. Engl. J. Med., 2001, 344 : 319-326

2 – Loi relative aux droits des malades, Art. L. 1111-4 du Code de la santé publique : « *Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment* ».